



17. Stadtratsprotokoll / 17^e procès-verbal du Conseil de ville

Sitzung vom Donnerstag, 14. Dezember 2017, 18.00 Uhr
Séance du jeudi 14 décembre 2017 à 18h00

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Anwesend / Présents:

Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Bohnenblust Peter, Bord Pascal, Briechle Dennis, Brunner Thomas, Cadetg Leonhard, Clauss Susanne, Diop Mamadou, Fischer Pascal, Francescutto Luca, Frank Lena, Freuler Fritz, Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Grupp Christoph, Gugger Reto, Günther Muriel, Gurtner Roland, Gurtner-Oesch Sandra, Hamdaoui Mohamed, Helbling Beatrice, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Koller Levin, Külling Urs, Leuenberger Bernhard, Loderer Benedikt, Meyer Miro, Molina Franziska, Ogi Pierre, Pittet Natasha, Rebetez Maurice, Rindlisbacher Hugo, Rochat Julien, Roth Myriam, Scherrer Martin, Scheuss Urs, Schmid Judith, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Steinmann Alfred, Stocker Julien, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Torriani Isabelle, Tennenbaum Ruth, Wächter Olivier, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Wiher Max, Zumstein Joël

Entschuldigt / Absence(s) excusée(s):

Arnold Niels, Beriger Michelle, Känzig Urs, Moser Peter, Paronitti Maurice, Wendling Cécile

Vertretung des Gemeinderates / Représentation du Conseil municipal:

Stadtpräsident Fehr Erich

Gemeinderätinnen/Gemeinderäte Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Entschuldigt Gemeinderat / Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal:

-

Vorsitz / Présidence:

Rindlisbacher Hugo, Stadtratspräsident

Sekretariat / Secrétariat:

Klemmer Regula, Ratssekretärin

Behandelte Geschäfte / Affaires traitées	Seite/Page
224. Überparteiliches Postulat 20170132, Roland Gurtner, PAS, Dana Augsburger-Brom, SP, Glenda Gonzalez, PSR, Christoph Grupp, Grüne, Max Wiher, GLP, Judith Schmid, PdA, «Förderung des Langsamverkehrs» ..717	
225. Postulat 20170209, Ruth Tennenbaum und Roland Gurtner, Passerelle, «Einführung des Losverfahrens bei Stadtratswahlen»721	
226. Begründung der Dringlichkeit des überparteilichen Postulats 20170381, Urs Scheuss, Grüne, Dana Augsburger-Brom, SP, Judith Schmid PdA, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Glenda Gonzalez, PSR, "Internes Kontrollsystem für die Stadt Biel"729	
227. Neueingänge.....730	

Rindlisbacher Hugo, Stadtratspräsident: Ich begrüße Sie zu dieser Sitzung und mache Sie darauf aufmerksam, dass Sie im Anschluss an das heutige Jahresabschlussessen die Ausfahrtstickets für die Tiefgarage der Tissot Arena bei Frau Meister, Ratssekretariat, abholen können.

224. Überparteiliches Postulat 20170132, Roland Gurtner, PAS, Dana Augsburg-Brom, SP, Glenda Gonzalez, PSR, Christoph Grupp, Grüne, Max Wiher, GLP, Judith Schmid, PdA, «Förderung des Langsamverkehrs»

(Text des Postulats und Antwort des Gemeinderats siehe Anhang Nr. 6)

Der Gemeinderat beantragt, das Postulat erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Gurtner Roland, Passerelle: Je salue le fait que le Conseil municipal, dans le premier paragraphe de sa réponse, ait intégré une communication adéquate et un travail de sensibilisation pour encourager la mobilité douce et le recours aux transports publics. Toutefois, cette réponse dans son ensemble ne me satisfait pas et en aucun cas, ce postulat peut être considéré comme réalisé. Par conséquent, je m'oppose à ce qu'il soit radié du rôle. Le Conseil municipal n'entre pas en matière sur les points essentiels du postulat, à savoir:

- Un concept de communication propre à la Ville de Bienne qui est la revendication principale du postulat.
- Des campagnes d'information et de sensibilisation à la population à la mobilité douce, qui doivent être réalisées au plus vite.

Pour justifier la radiation du rôle, le Conseil municipal se retranche d'une part, derrière le programme "mobiclick", dont la communication s'avère largement insuffisante. Le Conseil municipal se cache d'autre part, derrière le concept de mobilité globale de la branche Est de l'A5, essentiellement axé sur les mesures de circulation et d'aménagement, en vue de l'ouverture de la branche Est. Le programme "mobiclick" ne réalise que des actions ponctuelles de courtes durées, qui s'adressent à un public restreint et non à l'ensemble de la population. De plus, la communication de "mobiclick" reste extrêmement discrète et ne se manifeste pas plus qu'une fois par année dans la presse. De ce fait, peu de gens connaissent son existence. En 2017, "mobiclick" a invité des entreprises de la région à participer à ce programme. Ces dernières devaient proposer aux employé(e)s de renoncer à utiliser leur voiture pendant une semaine, en échange d'un abonnement de bus gratuit et de l'accès gratuit aux vélos en libre-service. Or, seul cinq entreprises ont répondu favorablement à cette offre et "mobiclick" a permis à quatre employé(e)s de chacune de ces entreprises d'en bénéficier. La portée des actions de "mobiclick" est donc extrêmement limitée et l'action précitée ne saurait être considérée comme une communication active, comme l'affirme le Conseil municipal, ni comme une campagne de sensibilisation au sens du postulat.

Qu'est-ce donc que cette communication, où la population doit aller chercher l'information sur un site internet, dont elle ne connaît même pas l'existence?

Concernant le concept de mobilité globale, il est essentiellement axé sur les mesures à prendre, suite à l'ouverture de la branche Est de l'A5, en vue d'atténuer les problèmes de trafic qui se poseront dans la partie Ouest de la Ville et à Nidau (amélioration de l'offre des transports publics, amélioration des infrastructures pour les cyclistes et les piétons, canalisation du trafic automobile). Sur les 60 pages de ce rapport, seule une page et demie est consacrée à la communication et encore. Celle-ci consiste uniquement à informer la population sur le nouveau régime de circulation et à le faire accepter, ainsi que sur les différentes offres de mobilité. Un tel concept devrait prévoir, non seulement, des informations régulières sur les infrastructures actuelles et futures en matière de mobilité douce, mais aussi des informations sur les avantages à se déplacer à pied, à vélo ou en transports publics et surtout il devrait prévoir des campagnes sur le long terme. Ce n'est pas avec un "tout ménages" sur le nouveau régime de circulation que l'on incitera la population à opter pour la mobilité douce et les transports publics. Un exemple à suivre est celui de la Ville de Soleure qui, en 2006, a lancé la campagne "LOS" qui veut dire "Langsamverkehrs-Offensive Solothurn - und Region". Cette dernière dure toujours et est continuellement actualisée. La population est véritablement sensibilisée par diverses actions et initiatives, tout au long de l'année. Rien de semblable n'existe à Bienne et j'attends du Conseil municipal qu'il se positionne sur l'élaboration d'un concept de sensibilisation et non qu'il se contente de citer les activités existantes et nettement insuffisantes de "mobiclick" et de "Seeland.Biel/Bienne". Le Conseil municipal ne s'est pas suffisamment penché sur la demande formulée par le postulat. Il faut qu'il fournisse, d'ici deux ans, le résultat de ses réflexions sur la nécessité ou non, d'élaborer un concept de communication, digne de ce nom. Pour toutes ces raisons, **je demande que ce postulat ne soit pas radié du rôle** et je vous invite à me soutenir.

Wiher Max, Fraktion GLP: Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort, bin aber enttäuscht über seinen Antrag, das Postulat abzuschreiben. Selbstverständlich kennen die PostulantInnen das vom Gemeinderat erwähnte Projekt "mobiclick". Anscheinend ist der Gemeinderat aber nicht bereit, weitere Sensibilisierungsmaßnahmen zu Gunsten des Langsamverkehrs zu realisieren. Das bedauere ich. Die zweite Hälfte seiner Antwort widmet der Gemeinderat dem A5-Ostast. Dieser hat aber meines Erachtens keinen Zusammenhang mit der Sensibilisierung für den Langsamverkehr. Ich glaube, der Gemeinderat hat das vorliegende Postulat nicht richtig verstanden. Ich bitte den Stadtrat, dem Antrag von Herrn Gurtner zu folgen und das Postulat nicht abzuschreiben.

Augsburger-Brom Dana, Fraktion SP/JUSO: Auch die Fraktion SP/JUSO unterstützt den Antrag von Herrn Gurtner. "mobiclick" hat zwar die richtige Stossrichtung, aber die Anliegen des Postulats könnten noch stärker berücksichtigt werden. Für die Fraktion SP/JUSO ist das Postulat noch nicht erfüllt, weshalb es auch noch nicht abgeschrieben werden kann. Zudem fragt sich unsere Fraktion, weshalb sich einzelne Gemeinden vorerst bei "mobiclick" beteiligten, später aber wieder aus dem Projekt ausstiegen. "mobiclick" sollte ein flächendeckendes Projekt sein. Deshalb ist es schade, wenn einzelne Gemeinden wieder aussteigen.

Schneider Veronika, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen kann dem Gemeinderat folgen. Es gibt genügend Angebote für den Langsamverkehr. Bereits seit 2010 existiert das von den Gemeinden Biel, Brugg, Port und Ipsach getragene Mobilitätsprogramm "mobiclick". Auf dessen Website kann man

sich beispielsweise über Veranstaltungen im Zusammenhang mit der A5, aber auch über andere Angebote, Schulungen oder Workshops für die Förderung des Langsamverkehrs informieren.

Francescutto Luca, au nom du Groupe UCD/Les Confédérés: Dans votre intervention, vous faites remarquer que l'ouverture de la branche Est détériorera la circulation en Ville de Bienne, notamment pour les transports publics et les entreprises locales. J'ai cru rêver en lisant de tels propos falacieux. Il est clair, que le but recherché est, à nouveau, de nuire aux automobilistes, à toutes les personnes, qui par leurs devoirs sont obligées de posséder un véhicule, notamment les entrepreneurs. Il paraît évident, que l'ouverture de la branche Est a été bénéfique à la Ville. À 17h, entre Boujean et le centre, il faut désormais moins de 10 minutes, alors qu'il fallait compter avant au moins 20 minutes. De plus la Ville a déjà mis en place des mesures afin d'inciter les biennois et biennoises à utiliser la petite reine, comme Velospot. Des actes concrets valent mieux que des éternels concepts. Le Groupe UDC/Les Confédérés trouve que la Ville est active dans ce domaine et qu'il faut s'en féliciter. Par contre, le concept "Bike to school/À l'école à vélo" n'est pas forcément judicieux, d'un point de vue de la sécurité routière. Les enfants boudent toujours autant le port du casque. Votre intervention est, à notre vue, une manière de discréditer les automobilistes et son but ultime est la suppression complète des voitures. Nous vous proposons plutôt de terminer le contournement de la Ville de Bienne, afin de délester des bouchons la partie Ouest de la Ville. Ensuite, nous pourrions promouvoir plus le déplacement écologique. Le Groupe UDC/Les Confédérés suit la proposition du Conseil municipal.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich finde es schade, dass vor allem über Fehlendes gesprochen wurde, statt über bestehende Angebote. Den Zusammenhang mit dem A5-Ostast haben die PostulantInnen selber hergestellt. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass die verkehrlichen Veränderungen wie die Verlagerung auf das Hochleistungsstrassennetz, aber auch die verkehrlich flankierenden Massnahmen (vfM) in der ganzen Stadt grosse Chancen für Veränderungen bringen. Natürlich verringern sich die momentanen Veränderungen in Richtung Westen. Der Gemeinderat ist aber überzeugt, dass der A5-Ostast eine grosse Chance für die ganze städtische Mobilität darstellt. Deshalb sind die mit dem A5-Ostast zusammenhängenden Kommunikationsmassnahmen sehr wohl zielführend. Ich verweise auf die Website www.rund-um-biel.ch, die sich hauptsächlich mit den vfM befasst, aber auch Chancen für den Langsamverkehr aufzeigt. Betreffend Gesamtmobilitätskonzept Zustand Ostast muss ich Herrn Gurtner korrigieren. Dieses enthält auch Planungen und Ideen für neue Veloverbindungen, beispielsweise die Route Ipsach-Nidau-Biel. Diese haben das Ziel, dass weniger Personen aus den Agglomerationsgemeinden mit dem Auto in die Stadt fahren. Deshalb hält der Gemeinderat ein rein städtisches Kommunikationskonzept nicht für zielführend. Gerade in Richtung Nidau und Brügg, aber auch in Richtung Orpund sind die Gemeindegrenzen kaum mehr sichtbar. Es ist wichtig, dass beim Thema Mobilität die ganze Region miteinbezogen wird. Es ist nichts Neues, dass der Modalsplit innerstädtisch für den Langsam- und den öffentlichen Verkehr besser ausfällt als regional. Deshalb muss sich die Kommunikation an die ganze Region richten. Der Gemeinderat findet auch, dass zu viele verschiedene Kommunikationsinstrumente und -kanäle letztendlich keinen Mehrnutzen bringen, sondern eher dazu führen, dass man *"vor lauter Bäumen den Wald nicht mehr sieht"*. Nur wenige, dafür klare Kanäle

sind sicher zielführender. Für eine grosse Plakat- oder Facebookkampagne fehlen der Stadt schlichtweg die personellen und finanziellen Ressourcen. Wichtig scheint mir aber auch die Mund-zu-Mund-Propaganda. Erzählen Sie in Ihrem Bekanntenkreis, welche neuen Veloverbindungen Sie entdeckt haben! Frau Augsburg-Brom fragte, weshalb einzelne Gemeinden aus "mobiclick" ausgestiegen sind. Ich nehme an, es geht vor allem um Nidau. Das ist ein schwieriges und offen gestanden auch etwas frustrierendes Thema. "mobiclick" hat den Auftrag, die ganze Agglomeration für den Langsamverkehr zu sensibilisieren. Nidau liegt verkehrlich gesehen im Herzen der Agglomeration. "mobiclick" führt aber auch hinsichtlich der Agglomerationsprogramme zu einer positiven Bewertung. Von diesen profitieren alle Agglomerationsgemeinden. Auch deshalb ist es sehr bedauerlich, dass Nidau nicht mehr bei "mobiclick" mitmacht. Das finde ich nicht solidarisch. Ich glaube, die PostulantInnen und der Gemeinderat verfolgen grundsätzlich das gleiche Ziel. Es soll alles daran gesetzt werden, dass immer mehr Personen wann immer möglich auf den Langsam- oder den öffentlichen Verkehr umsteigen. Dann hat es auch für diejenigen genügend Platz, die - aus welchen Gründen auch immer - nicht auf das Auto verzichten können. Das ermöglicht ein friedliches Zusammenleben unter den verschiedenen Verkehrsträgern. Momentan erarbeitet der Gemeinderat ein generelles Gesamtmobilitätskonzept. Aus diesem sollen sektorielle Pläne für den Fussgänger- oder Veloverkehr abgeleitet werden. Das Gesamtmobilitätskonzept bietet aber auch wieder die Möglichkeit, zu kommunizieren. Deshalb erachtet es der Gemeinderat als nicht nötig, das vorliegende Postulat aufrecht zu erhalten. Er empfiehlt, das Postulat erheblich zu erklären und abzuschreiben.

Gurtner Roland, Passerelle: Je suis désolé, Monsieur le Maire, mais je crois que l'on s'est pas bien compris. Les mesures de circulation, en rapport avec l'ouverture de l'A5, permettent de canaliser le trafic. Il est clair, que la route de Madretsch ou de Mâche est actuellement bien délestée et que les infrastructures pour les piétons et cyclistes sont bien réalisées. Elles incitent les gens à se déplacer à pied ou à vélo, mais cela ne suffit pas. Au contraire, il y a bien des automobilistes qui seraient tentés de reprendre leurs véhicules, puisqu'il y a plus de bouchons à la route de Mâche.

Briechle Dennis, GLP: Der Stadtpräsident sagte, die Autobahn sein eine Chance für den Langsam- und den öffentlichen Verkehr. Ich teile diese Einschätzung. Ich neige dazu, das Konzept des Gemeinderats zu verstehen und unterstützen zu können. Nun habe ich dieses aber etwas genauer angeschaut. Die östliche Stadt soll vom A5-Ostast profitieren. Trotzdem ist im Osten der Stadt nur eine einzige Massnahme für den Fussverkehr geplant - ein neuer Fussgängerstreifen! Für den Veloverkehr sind zwei Massnahmen geplant. Wenn der Gemeinderat darunter "*die Chance des Ostasts nutzen*" versteht, kann ich kaum darauf vertrauen, dass er auch die Chancen des Westasts nutzen wird...

Fehr Erich, Stadtpräsident: Herr Briechle, Sie vergessen zum Beispiel die Schüssinsel! Es geht ja nicht nur um die vfm, sondern generell darum, was die Stadt für die Förderung des Langsamverkehrs unternimmt. Die Schüssinsel erhielt in den letzten vierzehn Tagen zwei wichtige, nationale Preise. Es enttäuscht mich, dass Sie die Schüssinsel nicht erwähnt haben. Es gibt aber auch noch weitere Massnahmen, mit welchen Platz für den Langsamverkehr geschaffen werden konnte oder mit welchen durch die kontinuierliche verkehrliche Entlastung noch Platz geschaffen wird. Ich denke auch an ein Projekt, das noch gar nie erwähnt wurde, weil es längerfristig

angedacht ist: In Zukunft könnte es zum Beispiel eine Langsamverkehrsverbindung über den Güterbahnhof geben. Attraktiv wird diese aber erst, wenn die Mettstrasse weniger befahren ist. Es können auch nicht alle Massnahmen von einem Tag auf den anderen umgesetzt werden. Im Übrigen geht es vorliegend vor allem um die Kommunikation und nicht um bauliche Massnahmen. Bezüglich Kommunikation bin ich überzeugt, dass es mehr bringt, wenn die Wirkung der umgesetzten Massnahmen erlebt werden kann. Erzieherische Massnahmen finde ich nicht sehr effektiv. Ich vertraue auf die Intelligenz und Vernunft der BielerInnen, welche die sich bietenden Chancen nutzen werden. Es ist unbestritten, dass ab und zu gewisse Kampagnen durchgeführt werden können. Vielleicht erinnern Sie sich an die Kampagne *"In die Stadt - ohne mein Auto"*. Sie war ein oder zwei Mal erfolgreich, danach kannten die Menschen das Konzept und es war nicht mehr attraktiv. Vielleicht bieten sich neue Gelegenheiten und neue Chancen, alles verändert sich. Ich wehre mich aber gegen den Vorwurf, die Stadt sei schlecht unterwegs und die Bevölkerung kenne die Möglichkeiten für den Langsamverkehr nicht.

Abstimmung

- über den Antrag von Herrn Gurtner, das Postulat erheblich zu erklären, aber nicht abzuschreiben.

Der Antrag wird angenommen. Somit ist das Postulat erheblich erklärt.

225. Postulat 20170209, Ruth Tennenbaum und Roland Gurtner, Passerelle, «Einführung des Losverfahrens bei Stadtratswahlen»

(Text des Postulats und Antwort des Gemeinderats siehe Anhang Nr. 7)

Der Gemeinderat beantragt, das Postulat als erfüllt abzuschreiben.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Das Anliegen dieses Postulats hat auch ausserhalb des Parlaments zu vielen Diskussionen geführt. Es hat das Interesse an der Loswahl weit über die Stadt Biel hinaus geweckt. Mein Auslöser für dieses Postulat war die Revision der Stadtordnung, bei der es keine Tabus geben soll. Der Hauptgrund aber ist die immer grössere Abstinenz und die mangelnde Beteiligung der Bevölkerung am öffentlichen Leben und damit an der Politik und unserer so gelobten Demokratie. Ich bedaure die jeweils sehr tiefe Stimm- und Wahlbeteiligung der Bevölkerung, die dazu führt, dass die Parteien ihre Wahllisten nur mit Ach und Krach füllen können und immer teurere Wahlkampagnen führen. Letztlich fehlt es auch an systematischer politischer Bildung. Damit ist die reale Wahrscheinlichkeit, gewählt zu werden, von Anfang an sehr klein. Politische Mitgestaltung muss nicht nur gefordert, sondern aktiv gefördert und gestärkt werden. Diese Aufgabe darf nicht nur den Parteien überlassen werden, sondern es ist eine gesamtgesellschaftliche Aufgabe. Es nützt wenig, wenn nur die politische Bildung gestärkt wird, es realistischere aber kaum für alle Möglichkeiten gibt, sich unabhängig von Bildungsniveau und Portemonnaie zu beteiligen. Mein Vorstoss will genau diese Problematik zur Diskussion stellen. Fördern und fordern, einmal in einem anderen Zusammenhang... Es geht um die

Frage, wie die Demokratie belebt werden könnte, ja zwingend belebt werden müsste. Dafür braucht es neue Formen und Instrumente. Eine Zufallswahl per Los wäre ein mögliches Instrument, aber nicht das einzige. Bis vor 200 Jahren wurde sie praktiziert und war auch verfassungsmässig verankert. Die Loswahl hat also eine lange Tradition und sie hat gut funktioniert. Sie unterband beispielsweise, dass einzelne Clans und Familien zu viel Macht erhielten oder sich gegenseitig bekriegten, unterband aber auch die Entstehung einer oligarchen Demokratie (ein Widerspruch in sich). Gleichstellung und Bildung sind wichtig Errungenschaften der heutigen Zeit. So würde eine Loswahl sogar noch mehr Sinn machen. Für die Bürgerbewegung Passerelle steht die Beteiligung der Bevölkerung an der Politik an erster Stelle. Wird sachkundig in eine Fragestellung eingeführt, sind unserer Auffassung nach alle in der Lage, im Interesse eines Ganzen gescheite Entscheide zu treffen. Deshalb ist auch die Begleitung und Schulung der mittels Los Gewählten eine ebenso zentrale Forderung unseres Vorstosses.

Zur Begründung des Gemeinderates, das Postulat mangels Umsetzbarkeit als erfüllt abzuschreiben: Ich finde schon allein diese Formulierung falsch und unehrlich. Erfüllt ist gar nichts. Wenn schon sollte das Postulat erheblich erklärt und als unerfüllbar abgeschrieben werden. Das wäre korrekter und auch ehrlicher. Eine genaue Prüfung der Argumente und juristischen Herleitung des kantonalen Amtes für Gemeinden und Raumordnung (AGR), das seine Haltung mit einem Bundesgerichtsentscheid (BGE 119 Ia 272) begründet, zeigt aber, dass die Stellungnahme des AGR keinen Zusammenhang zur Loswahl hat. Im erwähnten Bundesgerichtsentscheid geht es um eine Abstimmung im Kanton Zürich, anlässlich welcher es offenbar zu einer unzulässigen Beeinflussung des Stimmvolks durch Behördenmitglieder kam. Loswahlen können aber per Definition eben gerade nicht beeinflusst werden. Ich zitiere aus dem erwähnten Bundesgerichtsentscheid: *"Das vom Verfassungsrecht des Bundes gewährleistete Stimm- und Wahlrecht räumt dem Bürger allgemein den Anspruch darauf ein, dass kein Abstimmungs- und Wahlergebnis anerkannt wird, das nicht den freien Willen der Stimmbürger zuverlässig und unverfälscht zum Ausdruck bringt. Es soll garantiert werden, dass jeder Stimmbürger seinen Entscheid gestützt auf einen möglichst freien und umfassenden Prozess der Meinungsbildung treffen kann."* Die mit dem Postulat geforderte Loswahl verhindert aber weder den Meinungsbildungsprozess noch den Ausdruck des freien Willens der Stimmbürger, denn 30 Stadtratssitze sollen wie gewohnt durch freie Wahlen besetzt werden. Es geht also darum, wie die verbleibenden 30 Sitze vergeben werden. Das erwähnte Bundesgerichtsurteil sagt nichts darüber aus, ob das Losverfahren unzulässig wäre. Zudem frage ich mich, ob der freie Wille tatsächlich immer zum Ausdruck gebracht wird. So zum Beispiel bei einer stillen Wahl, wie vor Kurzem bei der Wahl der Nidauer Stadtpräsidentin, oder wenn bei gleicher Stimmenzahl eine Person per Los bestimmt wird. Solche Fragen finde ich wichtig. Knackpunkt für eine Loswahl sind vielmehr die Verfassung des Kantons Bern (BSG 101.1) und das kantonale Gemeindegesetz (GG; BSG 170.11). Gerade letzteres vermag einen gewissen Widerspruch nicht auszuräumen. Gemäss Art. 3 Abs. 2 GG erhalten die Gemeinden einen möglichst grossen Handlungsspielraum, gleichzeitig schränkt Art. 23 Abs.1 GG diesen wieder ein, indem den StimmbürgerInnen das unübertragbare Recht eingeräumt wird, das Parlament zu wählen. Aber wieso soll diese Wahl ausschliesslich mittels Parteilisten erfolgen? Wäre der freie Wille nicht auch sichergestellt, wenn es eine Liste "Loswahl" gäbe, deren VertreterInnen aufgrund des Proporzsystems ausgelost würden und die von den Stimmberechtigten gewählt werden könnten? Zur Klärung dieser Fragen

wäre es ein vertieftes juristisches Gutachten notwendig und nicht eine Schnellbleiche, wie sie mit der Beantwortung vorliegt. Die Beantwortung dient meines Erachtens nur dazu, den Vorstoss möglichst rasch vom Tisch zu haben. Passerelle bleibt an dieser Frage dran und sieht durchaus Möglichkeiten, das Anliegen umzusetzen. Das Thema ist nicht vom Tisch. Die Urhebenden des Postulats sind deshalb mit der Abschreibung zwar nicht glücklich, aber einverstanden. Sie haben aber gestern die umsetzbare Motion 20170384 «Einführung von Bürgerkonferenzen mit per Los bestimmten Teilnehmenden» eingereicht.

Gurtner Roland, Passerelle: Dans notre démocratie directe et représentative, trop peu de place est réservée au citoyen lambda. Presque tout est régi par les partis auxquels les citoyens ne font plus vraiment confiance. Le taux de participation de moins de 20% à la dernière votation sur le budget municipal montre le désintérêt croissant pour la politique. Cela creuse encore plus, le fossé qui sépare la population du monde politique, considéré comme une caste éloignée des préoccupations de la population. Pour remédier à ceci, on se doit d'être inventif, afin de tenter de restaurer cette confiance dans la politique et amener les citoyens à s'y intéresser et à y participer. Il s'agit de faire prendre conscience aux citoyennes et citoyens qu'ils ont une responsabilité par rapport à la gestion des affaires publiques et au devenir de notre société. Ils ne doivent pas tout laisser dans les mains des politiciens et politiciennes. Il faut leur donner des possibilités d'exprimer leurs avis et préoccupations. Il faut en particulier leur faire comprendre que toutes personnes normalement constituée est capable, moyennant une formation et des informations adéquates, de prendre position sur les différents dossiers politiques, en faisant usage non seulement de ses compétences, mais aussi de son bon sens.

Voici le sens de notre postulat: faire revivre la démocratie directe par le tirage au sort de citoyens et citoyennes, pour former l'assemblée législative, comme du temps de l'Athènes antique, mais aussi comme au Moyen-Âge et jusqu'au 19^{ème} siècle en Suisse. Un peu partout en Europe, de bonnes expériences ont été et sont actuellement faites avec des assemblées de citoyens tirés au sort, chargé d'élaborer des textes de loi. Vous n'êtes pas sans savoir, qu'une initiative nationale est en préparation, qui propose de tirer au sort les 200 membres du Conseil national. À Yverdon, une association tente de remettre le tirage au sort au goût du jour en reconstituant, avec les instruments d'époque, une élection selon la méthode du tirage au sort, comme cela était pratiqué au 18^{ème} siècle. Oui, le tirage au sort des parlementaires n'est pas une idée farfelue, mais une méthode d'élection qui a existé durant des siècles, avec succès. Pour l'instant, la législation en vigueur ne permet pas la désignation des membres du Parlement par tirage au sort et nous sommes bien obligé d'accepter cette réalité. Comme l'a expliqué Madame Tennenbaum, nous ne sommes pas tout à fait convaincus par l'avis de droit que le Conseil municipal a sollicité auprès du Canton, car celui-ci s'appuie sur un arrêté du Tribunal fédéral, qui n'a rien à voir avec notre postulat puisqu'il se réfère à la manière dont les membres d'une autorité peuvent influencer le résultat d'une votation ou élection. Nous avons donc mandaté des spécialistes du droit constitutionnel d'étudier le cas, qui s'avère assez complexe. Dans son avis de droit, l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) affirme qu'une procédure de tirage au sort ne peut en aucun cas être assimilée à une élection. Il est tout de même intéressant de noter qu'historiquement la définition du mot élection n'est pas intrinsèquement liée au vote. On retrouve, dans les anciennes constitutions cantonales ou fédérales de

Suisse, l'expression élection par le sort, opposée à élection par le vote. Le Tribunal fédéral ne s'est jamais penché là-dessus.

En attendant, nous acceptons que notre postulat soit radié du rôle, mais cela ne signifie pas qu'il faut renoncer, pour autant, à recourir au tirage au sort de citoyennes et citoyens dans d'autres domaines de la politique. Le Conseil municipal pratiquera cette méthode au printemps prochain dans le cadre de la procédure de participation de la population à la révision totale du Règlement de la Ville. Il tirera au sort des habitant(e)s de Bienne, pour constituer des groupes de travail chargés de définir les questions à débattre dans le dialogue avec la population. C'est pourquoi Passerelle dépose, ce soir, une motion demandant d'instituer des conférences de citoyens et citoyennes, dont les membres seraient désignés par tirage au sort, pour traiter de questions d'intérêt général. Il y aurait encore beaucoup à dire sur les conséquences néfastes du système électoral pratiqué aujourd'hui et sur les nombreux avantages du tirage au sort en politique. Je terminerai par une citation tirée du livre de David Van Reybrouck intitulé "Contre les élections", qui pour désigner la crise que traverse notre système politique parle de syndrome de fatigue démocratique: *"Le tirage au sort est une procédure volontairement neutre permettant de répartir les chances politiques équitablement et d'éviter des désaccords Le risque de corruption est atténuée, la fièvre électorale se dissipe et l'attention pour le bien commun se renforce"*.

Ogi Pierre, PSR: Je prends la parole en mon nom propre. Lorsque j'entends Monsieur Gurtner, qui parle de caste, je me demande si je fais partie d'une caste. Le PSR fait-il partie d'une caste? Le PSR est le représentant de la population biennoise. Tout le monde fait partie d'associations, on représente les religions, les corps de métiers. Je ne vois donc pas comment on peut dire que l'on n'est plus à l'écoute de la population, comme si moi, personnellement, je n'étais pas à l'écoute de ma population, au syndicat, dans les jardins familiaux, dans mon immeuble. Je pense que c'est de la poudre aux yeux. De plus, l'exemple des grecs n'est pas bien choisi, car on voit ce qu'ils sont devenus! Personnellement, je préfère notre système. Il est dit, que cette idée de tirage au sort émane d'une démission de la démocratie. Je trouve cela erroné, car s'il n'y a que 20% de participation, c'est bien parce que le 80% restant fait confiance au Conseil de ville, qui a accepté le budget. Je parle que du PSR, mais je pense que le SP pense pareil, mais dans une autre langue. Pour moi, ce tirage au sort est un vrai non-sens et je vous prie de suivre la proposition du Conseil municipal.

Hamdaoui Mohamed, PSR: Il est difficile, parfois, de prendre la parole après Monsieur Ogi, mais je m'exprime aussi à titre personnel. Je dois dire que cette proposition me heurte quelque peu. Quand on vit dans une démocratie participative et représentative, cela veut dire que lors d'une élection, on est élu. C'est bête à dire! Il est aussi sous-entendu qu'être candidat veut dire que l'on doit s'engager afin de représenter un parti ou tout autre institution. Il faut, par exemple, se rendre à la gare le matin à 6h afin de distribuer des flyers à des pendulaires totalement endormis, qui nous engueulent. De temps à autre, un de ces pendulaires estime que notre démarche est bonne et une discussion débute. C'est cela une démocratie participative et cela ne tient pas du tirage au sort. Je n'ai pas envie de vivre dans une société, où il y a un pourcentage inconnu de personnes élues au tirage au sort, sans qu'elles doivent s'investir un minimum et sans même savoir ce que représente le Conseil de ville. Je trouve cette proposition totalement absurde. Il est vrai que la

Grèce antique était une belle civilisation, qui a apporté beaucoup de choses mais, au niveau démocratique les femmes n'avaient pas le droit de vote. Je crois savoir, que les populations d'origine pittoresque ne l'avaient pas non plus et étaient même considérées comme des esclaves. Citer le Moyen-Âge comme preuve de démocratie, cela me paraît donc un peu extravagant! Je pense que cette question de tirage au sort dans la démocratie est un bon sujet de dissertation ou d'étude dans les facultés de sciences sociales et politiques, mais je crois qu'au Parlement, on a d'autres chose à faire. De plus, si on veut faire en sorte que notre démocratie représentative soit justement plus représentative, il faut trouver des moyens pour faire en sorte que les femmes, qui sont majoritaires dans le pays, mais minoritaires dans ce Conseil, soient davantage représentées. Il faut aussi faire en sorte que les francophones soient davantage représentés dans tous les partis politiques. Ce sont de véritables défis, mais cela ne se fait pas par tirage au sort, mais par volonté politique, qui est notre richesse. Alors, il faut en profiter!

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP: Es wurde bereits gesagt: die alten Griechen haben das Lossystem ausprobiert. Der Erfolg war aber mässig und zudem gab es viel weniger Stimmberechtigte als heute in der Stadt Biel. Heute hingegen ist die Loswahl nach übergeordnetem Recht gar nicht möglich. Deshalb folgt die Fraktion FDP selbstverständlich dem Gemeinderat. Trotzdem möchte ich noch einige inhaltliche Bemerkungen anbringen: Das Anliegen ist in gewissem Sinn ernst zu nehmen:

1. Mit einem Losverfahren könnte die Wahl- und Abstimmungsabstinz tatsächlich sinken. Das könnte aber auch mittels zeitgenössischer, elektronischer Demokratieinstrumente erreicht werden. Solche wären für die angestrebte Belebung der politischen Kultur sicher effizienter als ein Losverfahren.
2. Ich befürchte, dass das Losverfahren unglaublich knifflig und aufwändig wäre. Bestimmt hätten viele durch das Los Gewählte gute Gründe, nicht anzutreten. Andere kämen vielleicht beim ersten Mal, müssten dann aber für den weiteren Verbleib im Stadtrat, die Einarbeitung in die Geschäfte und die Mitarbeit in den Fraktionen immer wieder motiviert werden. Vermutlich würden sie diese Arbeiten ja nicht gerne machen... Es ist aber so, wie Herr Hamdaoui sagte: wer sich auf eine Wahlliste setzen lässt, stellt sich der Wahl und will das Amt grundsätzlich annehmen. Eigentlich ist es auch eine Bürgerpflicht, im Parlament mitzuarbeiten.
3. Gerade Wahlen sind Ausdruck des politischen Willens, der aber mit einer Anstrengung verbunden ist. Wer wählt oder sich der Wahl stellt, muss nachdenken und reflektieren. Dadurch findet ein politischer Diskurs statt, auf den eine direkte Demokratie nicht verzichten darf. Durch das Los gewählte Parlamentsmitglieder wären längerfristig an nichts gebunden und gegenüber niemandem verantwortlich, da sie ja nicht gewählt, sondern nur vom Los bestimmt wären. Aus Sicht der Fraktion FDP ist es gefährlich, eine Stadt auf diese Art und Weise leiten zu wollen, dies nicht zuletzt deshalb, weil das Parlament die Stadt sicher aus ihrer schwierigen finanziellen Situation zu führen hat.

Über solche Fragen muss der Stadtrat nicht befinden. Es ist aber durchaus sinnvoll, wenn er sich hie und da solche Fragen stellt. Ich möchte die Urhebenden des Postulats bitten, ihr Anliegen nicht zu vertiefen, zumal sie im Stadtrat heute auf so viel Widerstand stossen. Hingegen könnte aus meiner Sicht durchaus die Frage gestellt werden, ob das Parlament wirklich so gross sein muss, wie es heute ist.

Waechter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Ce soir, je vais être bref et contrairement à hier, je ne vais pas vous abreuver de chiffres. Je rejoins les

propos de mes collègues socialistes et du PLR. Ne soyez pas étonné, cela arrive (rire)! J'ajoute que cette proposition de tirage au sort est utopique et anti-démocratique. Si vous souhaitez une argumentation plus développée, je vous invite tous à vous rendre sur le site internet de Télébielingue pour visionner l'émission "Critique à trois" du 10 novembre 2017, durant laquelle j'ai eu la chance, avec Monsieur Gurtner, de développer ce thème de manière plus approfondie. Le Groupe UDC/Les Confédérés rejoint l'avis du Conseil municipal en proposant de radier du rôle ce postulat.

Scheuss Urs, Grüne: Ich danke den Urhebenden dieses Vorstosses, denn er hat eine wichtige Diskussion angestossen. Anfangs hatte ich gewisse Sympathien für das Anliegen, denn auch ich habe das spannende Buch «Gegen Wahlen. Warum Abstimmen nicht demokratisch ist» von David Van Reybrouck gelesen. Nach längerer Beschäftigung mit dem Thema Loswahl habe ich meine Meinung aber geändert. Das Losverfahren hat den Anspruch, die Politik auf demokratische Art und Weise zu öffnen. Oftmals wird auf die alten Griechen verwiesen. Wie aber bereits erwähnt wurde, herrschten damals die Reichen und Privilegierten, Frauen oder Sklaven waren in der Politik nicht zugelassen. Beispielhaft wurden auch die frühen, modernen Demokratien, beispielsweise in Amerika oder Frankreich, genannt. Aber auch an diesen konnten zu Beginn aufgrund des Wahlsystems nur exklusive Kreise teilnehmen. In der Zwischenzeit wurden sowohl das Wahlsystem als auch die politischen Rechte in diesen Demokratien ausgedehnt. Auch beim Losverfahren geht es um die Gewährleistung von politischen Rechten. Ich fände es aber zielführender, anstelle des Losverfahrens beispielsweise ein Stimmrecht für AusländerInnen einzuführen. Zudem hat das Losverfahren aus meiner Sicht einige praktische Kritikpunkte. So haben beispielsweise nicht alle die zeitlichen oder finanziellen Ressourcen, um in einem Parlament mitarbeiten zu können. Dieses Problem betrifft aber auch das heutige Milizsystem. Es gibt eine Redensart: *"Das Milizsystem ist eine Arbeit ohne Einkommen für jene, die ein Einkommen ohne Arbeit haben."* In der laufenden Diskussion zur Totalrevision der Stadtordnung könnte auch das Milizsystem hinterfragt werden...

Ein weiteres Argument gegen die Loswahl ist, dass die per Los Gewählten gezwungen werden müssten, ihr Amt zu übernehmen. Damit müsste sozusagen der Amtszwang eingeführt werden. Dieses Thema ist heute in kleinen Gemeinden durchaus aktuell. Wie bereits gesagt wurde, dürften zudem nicht alle BürgerInnen für die Parlamentsarbeit befähigt sein, weil ihnen beispielsweise das Wissen oder die Kompetenzen dafür fehlen. Dieses Argument ist allerdings nicht neu. Es wurde in der Vergangenheit immer wieder ins Feld geführt, um gewisse Personenkreise von der Ausübung politischer Rechte auszuschliessen. Ich erinnere an die Diskussionen zur Einführung des Frauenstimmrechts, in welchen gesagt wurde, Frauen seien gar nicht politikfähig. Das Losverfahren birgt aber noch grundsätzlichere Probleme. Wie bereits gesagt wurde, sind per Los Gewählte niemandem Rechenschaft schuldig. Zudem gibt es auch keine Sanktionsmöglichkeit, weil per Los Gewählte auch nicht abgewählt werden können. Denkbar wäre höchstens eine Amtsenthebung, also ein juristisches Verfahren. Damit käme es zu politischen Gerichten, die über den Verbleib von Personen in einem Parlament entscheiden könnten. Das kann nicht sein! Zum Schluss habe ich mir vorgestellt, was es für mich bedeuten würde, per Los in ein Parlament gewählt zu werden, ohne dass ich mich für Politik interessierte. Woran soll

ich mich orientieren? An meinem täglichen Befinden? Dieses wechselt immer wieder. Eine per Los gewählte Person wäre somit in jeder Hinsicht total ungebunden...

Rindlisbacher Hugo, Stadtratspräsident: Herr Scheuss, Sie sollten zum Schluss kommen.

Scheuss Urs, Grüne: ...Zudem gibt es ja nicht nur die Parteien und die Bevölkerung, sondern auch Bewegungen, Gewerkschaften, Verbände. Erst das Engagement in solchen Organisationen politisiert die Menschen. Auch darauf nimmt das Losverfahren keine Rücksicht. Die Idee des vorliegenden Postulats finde ich sehr sympathisch und die Diskussion zum Losverfahren interessant. Ein Parlament per Losverfahren zu besetzen, ist aber der falsche Weg. Die Fraktion Grüne wird deshalb dem Gemeinderat folgen.

Rindlisbacher Hugo, Stadtratspräsident: Ich öffne eine Rednerliste und schliesse sie gleich wieder.

Stocker Julien, GLP: Ich möchte noch einen weiteren Aspekt in die Diskussion einbringen, nämlich die Mathematik. Auch wenn die PostulantInnen sicher aus sehr löblichen Motiven heraus handeln, denke ich, dass der Realität der Kombinatorik und Stochastik etwas zu wenig Rechnung getragen wurde. Anders als vielleicht intuitiv angenommen, wird bei einem Losverfahren nicht automatisch ein Abbild der Bevölkerungszusammensetzung erstellt. Bei einer unendlichen Anzahl Ziehungen wäre das im Durchschnitt zwar tatsächlich der Fall, bei einzelnen Ziehungen, wie einer Wahl, jedoch nicht. Das Gegenteil ist der Fall, was ich anhand von Münzwürfen veranschaulichen möchte: Wenn ich eine ungezinkte Münze werfe, liegt mit einer Wahrscheinlichkeit von je 50% Kopf oder Zahl oben. Werfe ich die Münze zweimal, resultiert nicht automatisch einmal Kopf und einmal Zahl. Dieser Erwartungswert tritt nur mit einer Wahrscheinlichkeit von 50% ein, denn es ist ebenso wahrscheinlich, dass zweimal Kopf oder zweimal Zahl oben liegt. Werfe ich die Münze viermal, liegt die Wahrscheinlichkeit für Kopf oder Zahl für jeden einzelnen Wurf bei 50%. Die Wahrscheinlichkeit dafür, dass je zweimal Kopf und Zahl resultiert, liegt aber nur noch bei 37,5%. Je mehr Möglichkeiten es gibt, desto unwahrscheinlicher ist es also, dass der Erwartungswert eintritt. Gehen wir nun davon aus, dass jede Person von ihrer Gesinnung her einer Partei zugeordnet werden kann und in Biel 12 Parteien aktiv sind. Diesfalls würden 30 Sitze unter 12 Parteien aufgeteilt. Unter dieser Voraussetzung gibt es über 3 Milliarden Möglichkeiten, wie die 30 Sitze aufgeteilt werden können! Eine davon wäre, dass die heutigen Kräfteverhältnisse bestehen bleiben, eine andere wäre zum Beispiel, dass ausschliesslich der GLP Nahestehende gezogen würden. Ich möchte Ihnen damit nahe bringen, dass es unglaublich viele Möglichkeiten gibt, wie der Stadtrat zusammengesetzt werden könnte und dass die Wahrscheinlichkeit, dass bei einer einzigen Ziehung tatsächlich ein korrektes Abbild der Bevölkerungszusammensetzung entsteht, nahezu Null ist. Somit wäre ein Losverfahren zutiefst undemokratisch. Davon abgesehen finde ich, dass das Politisieren in einer Demokratie ein Recht und nicht eine Pflicht sein sollte.

Augsburger-Brom Dana, SP: Ich finde, das Postulat hat interessante Diskussionen ausgelöst, ob in den Medien, privat oder in der Familie. Ich vergleiche nicht mit früher, denn ich bin nicht rückwärts gerichtet. Ich habe gerne Visionen und Veränderungen. Würde die Idee des Losverfahrens weiterdiskutiert, müsste dabei etwas Neues

entstehen und nicht etwas aus früheren Zeiten wieder etabliert werden. Wenn ich jeweils höre, etwas sei seit 50 Jahren gleich, möchte ich es sofort ändern. Trotzdem hatte ich beim Thema Loswahl einen schalen Nachgeschmack. Heute gibt es Bewegungen, welche die Demokratie angreifen. Ich wog lange ab, ob das Losverfahren die Demokratie weiterbringen könnte oder ob es sich eher gegen die Demokratie richtet. Ausschlaggebend für meine Entscheidung war, dass ich das Anliegen in der vorliegenden Form als Schnellschuss verstehe, den ich nicht unterstützen möchte. Ich sehe die Gefahr, dass ein wichtiger Sinn des Parlaments, nämlich die Vertretung einer breiten Öffentlichkeit, verloren gehen könnte. Zwar werden im Stadtrat persönliche Meinungen kundgetan, die Entscheide sind aber im Interesse unserer Wählerschaft zu treffen. Dieses Credo ginge bei einer Loswahl verloren und die Entscheide wären rein egoistisch. Deshalb habe ich mich dazu entschlossen, dem Vorschlag des Gemeinderats zu folgen.

Diop Mamadou, PSR: Je ne vais pas enfoncer le clou envers Monsieur Gurtner. Personne ne doute de son engagement politique et personne ne doute de l'esprit démocratique qu'il incarne, mais il y a des idées chimériques. Il est vrai que la démocratie actuelle a un véritable problème, qui est planétaire. Il s'agit de l'abstentionnisme. Quelles réponses devons-nous donner en tant que citoyens et citoyennes, politiciens et politiciennes ou dirigeant(e)s afin de régler ce problème? Rien n'est simple. En Suisse, les bulletins de vote sont remis dans une enveloppe à domicile et il y a toujours possibilité de se rendre à la Chancellerie pour obtenir les documents. Malheureusement, il y a toujours un taux d'abstention très élevé lors des votations et c'est inacceptable. Prenons un pays comme celui d'où je viens, il faut parcourir des dizaines de kilomètres pour pouvoir voter. Dans ce cas, on comprendrait mieux l'abstention. Il faudrait, en premier lieu, régler ce problème d'abstention et même rendre le vote obligatoire. J'invite aussi les autres partis politiques à prendre exemple sur le PSR, qui est représenté par des hommes, des femmes et des migrants. Je suis certain que ce mélange est important.

Scherrer Martin, SVP: Ein Losverfahren im Sinn des Vorstosses ist nicht realisierbar. Ich habe aber einen Vorschlag an Passerelle, wie das Losverfahren mit übergeordnetem Recht und der Stadtordnung vereinbar wäre. Mein Vorschlag hat aber einen kleinen Haken, denn er ist nur in Bezug auf die Liste Passerelle möglich. Passerelle holte bei den letzten Wahlen bei 30 Kandidierenden zwei Sitze. Natürlich gingen die Sitze an die Kandidierenden mit den meisten Stimmen, also Frau Tennenbaum und Herr Gurtner. Letztendlich könnte Passerelle aber auslösen, welche ihrer 30 Kandidierenden die beiden Sitze erhalten. Dann dürften alle, die mehr Stimmen erreichten als die beiden Ausgelosten, das Mandat nicht annehmen. In Bezug auf Ihre Liste könnten Sie das Losverfahren demnach problemlos anwenden. Wie gross die Wahrscheinlichkeit ist, dass danach Frau Tennenbaum und Herr Gurtner im Stadtrat sitzen, wird Herr Stocker gerne ausrechnen, schliesslich ist er Statistikexperte... *(Gelächter)*.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Die Frage, wie Personen mobilisiert werden können, damit sie sich an Entscheidungen beteiligen, ist wichtig. Ideen dafür sind willkommen. Das direktdemokratische System der Schweiz ist vielleicht nicht das bestmögliche. Ich kenne aber kein besseres. Trotzdem ist dieses System keine Selbstverständlichkeit, denn es lebt davon, dass sich die Bevölkerung engagiert und Entscheidungen akzeptiert. Theoretisch sinkt die Akzeptanz von Entscheidungen,

wenn weniger Personen einbezogen werden. Es gilt aber auch zu akzeptieren, wenn etwas mit dem heutigen Recht nicht vereinbar ist. Ich verzichte auf eine Replik auf die juristischen Ausführungen von Frau Tennenbaum. Es ist einfach eine Tatsache, dass die für die Beaufsichtigung der Gemeinden zuständige Stelle, das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR), das Losverfahren als unzulässig einstuft. Das gilt es zu akzeptieren. Letztendlich hätte das AGR auch über eine Beschwerde zu entscheiden. Eine solche ist aber wohl nicht der richtige Weg, denn die Antwort des AGR liegt bereits vor. Momentan wird die Stadtordnung totalrevidiert. In diesem Prozess gibt es verschiedenste Mitwirkungsmöglichkeiten, anlässlich welcher in einem ersten Schritt auch die Diskussion zum Losverfahren geführt werden könnte. Der Stadtrat hat nun ein Einzelthema, das einen Zusammenhang mit der neuen Stadtordnung aufweist, während fast 30 Minuten beraten. Eigentlich müssten solche Ideen vorab in den dafür vorgesehenen Gefässen diskutiert werden, damit herausgearbeitet werden kann, ob dafür überhaupt ein Bedürfnis vorliegt. Das muss die Bevölkerung der Politik signalisieren. Der vorliegende Vorstoss umfasst vier Punkte, die sich alle auf das vom AGR als unzulässig eingestufte Losverfahren beziehen. Deshalb bitte ich den Stadtrat, dem Gemeinderat zu folgen und das Postulat abzuschreiben. Es ist erfüllt, denn der Gemeinderat hat die vier gestellten Fragen geprüft.

Der Antrag des Gemeinderats wird nicht bestritten.

Rindlisbacher Hugo, Stadtratspräsident: Bevor wir zur Tissot Arena fahren, muss noch über die Dringlichkeit eines Postulats abgestimmt werden.

226. Begründung der Dringlichkeit des überparteilichen Postulats 20170381, Urs Scheuss, Grüne, Dana Augsburg-Brom, SP, Judith Schmid PdA, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Glenda Gonzalez, PSR, "Internes Kontrollsystem für die Stadt Biel"

(Anmerkung RAT: Der Vorstoss wurde als Motion eingereicht und nachträglich in ein Postulat umgewandelt. Die Behandlung als Postulat wurde von den Urhebenden seit Anbeginn bestritten.)

Scheuss Urs, Fraktion Grüne: Gestern diskutierte der Stadtrat über das Geschäft 20010192 «Neuerstellung der koordinierten Lichtsignalanlagen Ländte-, Aarbergstrasse und Salzhausstrasse / Abrechnung Verpflichtungskredit Nr. 320100066 / Genehmigung Nachkredit». Ich habe den vorliegenden Vorstoss damals bereits angekündigt. Er verlangt, dass in der Stadt Biel ein internes Kontrollsystem (IKS) eingeführt wird. Dieses Anliegen ist mehr als dringlich...

Die Dringlichkeit wird gewährt.

Rindlisbacher Hugo, Stadtratspräsident: Ich schliesse die Sitzung. Wir begeben uns nun in die Tissot Arena, wo die "Sitzung" weitergeht. *(Gelächter)*

227. Neueingänge

20170381	Dringliches überparteiliches Postulat Urs Scheuss, Grüne, Dana Augsburg-Brom, SP, Judith Schmid, PdA, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Glenda Gonzalez, PSR	FID
	Internes Kontrollsystem für die Stadt Biel Système de contrôle interne pour la Ville de Bienne	PRA BKS BEU DSS
20170382	Dringliches überparteiliches Postulat Urs Scheuss, Grüne, Alfred Steinmann, SP, Glenda Gonzalez, PSR, Judith Schmid, PdA, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Max Wiher, GLP	PRA
	«Westast so besser» mit Ausführungsprojekt «Westumfahrung Biel» auf gleicher Stufe vergleichen Comparer au même niveau «Axe ouest: mieux comme ça !» et le projet définitif «Contournement autoroutier Ouest de Bienne»	BEU
20170383	Dringliches überparteiliches Postulat Dennis Briechle, GLP, Dana Augsburg-Brom, SP, Salome Strobel, SP, Urs Scheuss, Grüne	BEU
	Das Tor zur Altstadt als Begegnungszone La porte d'entrée de la Vieille Ville comme zone de rencontre	
20170384	Motion Roland Gurtner et Ruth Tennenbaum, Passerelle	CHM
	Instituer des conférences de citoyens désignés par tirage au sort Einführung von Bürgerkonferenzen mit per Los bestimmten Teilnehmenden	MAI DFI ASS TEE FCS
20170385	Überparteiliches Postulat Patrick Widmer, SVP, Leonhard Cadetg, FDP	DSS
	Braucht es die Fachstelle Integration noch? Y-a-t'il encore besoin du service spécialisé de l'intégration?	BKS
20170386	Postulat Glenda Gonzalez, Groupe PSR	MAI
	Stratégie de recrutement de la Ville de Bienne équitable ? Ist die Rekrutierungsstrategie der Stadt Biel fair?	

20170387	Überparteiliches Postulat Sandra Gurtner-Oesch, GLP, Natasha Pittet, PRR, Salome Strobel, SP, Reto Gugger, BDP, Leonhard Cadetg, FDP	PRA
	Kongresshaus: Zuerst Nutzung analysieren/optimieren, dann sanieren	FID BEU
	Palais des Congrès: d'abord, analyser et optimiser l'affectation, ensuite rénover	
20170388	Postulat Sandra Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen	BEU
	Kein künstlicher Stau auf den Bieler Verkehrsachsen!	DSS
	Pas de bouchon artificiel sur les axes de circulation biennois !	PRA
20170389	Postulat Myriam Roth, Groupe les Verts	FCS
	Plans de mobilité scolaire	MAI
	Schulwegpläne	TEE
20170390	Postulat Myriam Roth, Groupe les Verts	TEE
	Sécuriser les chemins d'école en les rendant visibles	FCS
	Die Schulwege sichern, indem sie sichtbar gemacht werden	
20170391	Postulat Reto Gugger, BDP	BEU
	Strassen oder Plätze nach Bieler Politikerinnen und Politikern benennen	PRA
	Nommer des rues et des places en l'honneur de politiciennes et politiciens biennois	
20170392	Interpellation Reto Gugger, BDP	BEU
	Was geschieht mit dem Gelände des Schulhauses Dufour?	BKS
	Que va-t-il advenir du site de l'École Dufour ?	FID PRA
20170393	Interpellation Sandra Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen	DSS
	Langzeit-Sozialhilfebezüger in Biel	
	Bénéficiaires de longue date de l'aide sociale à Bienne	
20170394	Interpellation Veronika Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen	DSS
	Leinenpflicht für Hunde in der Innenstadt und in unmittelbarer Nähe der Schulareale	
	Obligation de tenir les chiens en laisse au centre-ville et à proximité immédiate des écoles	

20170395 Interpellation Joël Zumstein, SVP

Abrechnung Kredite
Décomptes de crédits

FID

PRA
BKS
BEU
DSS

20170396 Interpellation Sandra Gurtner-Oesch, GLP

Wie nehmen die Gemeinderäte ihre individuelle
Führungsaufgabe wahr?
Comment les membres de l'Exécutif accomplissent-ils leur
tâche de conduite individuelle ?

PRA

Schluss der Sitzung / *Fin de la séance*: 19:10 Uhr / heures

Der Stadtratspräsident / Le président du Conseil de ville:

Rindlisbacher Hugo, Stadtratspräsident

Die Ratssekretärin / La secrétaire parlementaire:

Klemmer Regula, Ratssekretärin

Protokoll:

Meister Katrin

Flückiger Rita

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane